



**ARCHIVED**

## Approche de l'UE sur la résilience: tirer des leçons des crises alimentaires

### Faits et chiffres

Budget total de l'aide humanitaire de l'UE en faveur de la Corne de l'Afrique depuis 2011: **plus d'un milliard d'euros**

Budget total de l'aide humanitaire de l'UE en faveur du Sahel (crises au Sahel et au Mali) depuis 2012: 554 millions d'euros

### Objectifs de la résilience

À court, moyen et long terme:

L'initiative SHARE mise en œuvre dans la Corne de l'Afrique a mobilisé environ 350 millions d'euros depuis 2012 et sera prolongée par des projets financés au titre du 11e Fonds européen de développement

L'initiative AGIR menée en Afrique de l'Ouest compte mobiliser 1,5 milliard d'euros en faveur du renforcement de la résilience au Sahel entre 2014 et 2020 (11e Fonds européen de développement)



Au Burkina Faso, les femmes participant à un projet «argent contre travail» financé par l'UE reçoivent de l'argent pour construire des digues autour des champs afin d'améliorer l'irrigation des cultures lors des saisons sèches à venir. Photo: Raphael de Bengy

### En bref

- Au cours des dernières années, les crises humanitaires récurrentes dues à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire chronique ont touché plus de 31 millions de personnes dans la Corne de l'Afrique et dans la région du Sahel.
- La Commission européenne s'efforce d'appliquer une programmation conjointe à l'aide humanitaire et à l'aide au développement dans le cadre d'actions visant à renforcer la résilience des populations vulnérables face aux futures crises. Dans une perspective de complémentarité, les actions à court terme préparent le terrain pour les interventions à moyen et long terme.
- Dans le contexte de son assistance à l'Afrique, la Commission européenne encourage des initiatives telles qu'AGIR dans la région du Sahel et SHARE dans la Corne de l'Afrique, dans le cadre d'alliances internationales avec d'autres partenaires d'aide humanitaire et d'aide au développement, notamment les donateurs et les États africains concernés. Ces initiatives s'attachent à briser les cercles vicieux de la sécheresse, de la faim et de la pauvreté grâce à la promotion d'une coordination à long terme de l'aide humanitaire et de l'aide au développement.
- Le renforcement de la résilience des populations touchées est une mesure rentable qui permet de sauver des vies et de réduire la pauvreté, ayant pour effet d'accroître l'impact de l'aide et de promouvoir le développement durable.

Aide humanitaire et protection civile

B-1049 Bruxelles, Belgique

Tél.: (+32 2) 295 44 00

Fax: (+32 2) 295 45 72

E-mail:

[echo-info@ec.europa.eu](mailto:echo-info@ec.europa.eu)

Site Internet:

<http://ec.europa.eu/echo>

Développement et coopération – EuropeAid

B-1049 Bruxelles, Belgique

Tél.: (+32 2) 296 04 98 Fax:

(+32 2) 296 64 07 E-mail:

[europaaid-info@ec.europa.eu](mailto:europaaid-info@ec.europa.eu)

Site Internet:

<http://ec.europa.eu/europeaid>



\* Toutes les dernières  
fiches-info ECHO:  
[bit.ly/echo-fs](http://bit.ly/echo-fs)

## Qu'est-ce que la résilience?

La résilience est la capacité d'une personne, d'un ménage, d'une communauté, d'un pays ou d'une région de résister, de s'adapter et de se remettre rapidement à la suite de tensions et de chocs, tels que des sécheresses, des violences, des conflits ou encore des catastrophes naturelles.

Les «filets de sécurité saisonniers» constituent un moyen pratique d'améliorer cette résilience, en particulier face aux crises récurrentes telles que les sécheresses et les inondations. Ces programmes s'adressent aux ménages les plus vulnérables et ont pour but de les prendre en charge avant qu'ils ne soient confrontés à une situation de crise, par exemple après une mauvaise récolte. Ces mesures comprennent notamment des transferts d'argent en faveur des groupes les plus vulnérables pendant la période de l'année où leurs réserves d'argent et de nourriture sont au plus bas. Il peut s'agir de transferts inconditionnels ou accordés en contrepartie d'un travail ou d'une formation.

La résilience peut également être renforcée à l'aide de projets de prévention et de préparation. Ces projets sont ensuite adaptés aux risques cycliques, tels que les ouragans et les tempêtes violentes survenant durant la saison des pluies, ou aux phénomènes imprévisibles tels que les séismes. Pour une efficacité optimale, les communautés locales doivent être intégrées dans les projets et les adopter.

La mise en place de systèmes d'alerte précoce et une collaboration plus poussée avec le secteur des assurances constituent d'autres pistes prometteuses pour renforcer la résilience.

## Que fait l'UE pour renforcer la résilience?

La communication de la Commission européenne sur la résilience (2012) énonce dix mesures permettant de renforcer la résilience et de réduire la vulnérabilité des personnes les plus vulnérables dans le monde. Il s'agit notamment de soutenir l'élaboration de stratégies nationales de résilience, de plans de gestion des catastrophes et de systèmes efficaces d'alerte précoce dans les pays exposés aux catastrophes naturelles, de même que la mise en place d'approches innovantes en matière de gestion des risques faisant appel à la concertation avec le secteur des assurances, entre autres.

La communication s'inspire de l'expérience de la Commission européenne en matière de gestion des crises humanitaires et des causes profondes du sous-développement. Ainsi, lors de la sécheresse qui a frappé la Corne de l'Afrique en 2011, la Commission européenne ne s'est pas contentée d'apporter une réponse immédiate à la crise, elle a aussi fait en sorte d'améliorer la sécurité alimentaire sur le long terme et de renforcer les capacités de la population face à de futures sécheresses.

Les principales initiatives de la Commission en matière de résilience sont l'initiative SHARE (Appui à la capacité de résistance de la Corne de l'Afrique) et l'Alliance globale pour l'initiative «Résilience Sahel» (AGIR) mise en œuvre dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest. L'objectif visé à travers la communication de la Commission européenne consiste à mettre à profit l'expérience acquise grâce à ces initiatives et d'autres programmes afin de faire en sorte que l'aide de l'UE permette aux populations vulnérables non seulement de survivre aux catastrophes naturelles mais aussi de mieux y faire face et de s'en remettre.

## Initiative SHARE pour la Corne de l'Afrique

La Corne de l'Afrique est confrontée à des sécheresses de plus en plus fréquentes et intenses. Dans le même temps, la croissance de la population, les pressions de plus en plus fortes sur les ressources, l'insécurité et l'instabilité politique permanente font qu'il est devenu plus difficile pour les



communautés les plus pauvres de résister aux sécheresses et de s'en remettre. Chaque nouvelle crise accroît un peu plus la vulnérabilité de ces communautés et affaiblit leurs capacités de se préparer en vue de la suivante.

En 2011, la Corne de l'Afrique a connu l'une de ses pires sécheresses en 60 ans. Elle a entraîné une crise humanitaire majeure touchant plus de 13 millions de personnes au Kenya, en Éthiopie, à Djibouti et en Somalie. La situation en Somalie était à ce point catastrophique que les Nations Unies y ont déclaré l'état de famine pour la première fois depuis 1992.

Après cette crise, la Commission européenne a lancé l'initiative SHARE dans le but d'améliorer la capacité des personnes, des communautés et des pays à faire face à des crises récurrentes. Dotée d'un budget de plus de 270 millions d'euros en 2012 et 2013, SHARE vise à renforcer la résilience en offrant aux communautés agricoles et pastorales davantage de possibilités de subvenir à leurs besoins et en renforçant la capacité des services publics à réagir aux crises.

SHARE est destinée à améliorer la gestion des ressources foncières et les possibilités de revenus pour les populations vivant de l'élevage. À long terme, il s'agit de trouver des solutions durables à la malnutrition chronique et au sort des réfugiés et des populations déracinées au sein des pays et de la région.

## Initiative AGIR pour l'Afrique de l'Ouest

En 2012, 18 millions de personnes de la région sahélienne de l'Afrique de l'Ouest ont eu besoin d'une aide alimentaire à la suite de graves sécheresses et de mauvaises récoltes. La cause profonde de cette insécurité alimentaire persistante réside dans l'accès limité aux aliments de base en raison des mauvaises récoltes, du prix élevé des denrées alimentaires et d'une extrême pauvreté, exacerbée par un accès insuffisant aux services de base et une croissance rapide de la population (taux parmi les plus élevés au monde).

Près de 80 % des personnes nécessitant une aide humanitaire d'urgence en cas de crise font partie des 20 % de la population considérés comme les plus pauvres parmi les pauvres disposant d'un accès limité à la terre et aux activités génératrices de revenus. Si la sécheresse est un phénomène inévitable, ce n'est pas le cas de la faim ni de la souffrance qu'elle provoque. En juin 2012, la Commission européenne a organisé une réunion de haut niveau rassemblant les gouvernements d'Afrique de l'Ouest, les agences des Nations Unies et les acteurs de l'aide humanitaire et du développement afin d'apporter une solution à ces problèmes par le biais de l'initiative AGIR.

La déclaration commune d'AGIR, qui définit les principes de base et les priorités pour atteindre l'objectif «Faim zéro» d'ici 2032, a été officiellement adoptée en décembre 2012 à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. En 2013, AGIR a proposé une feuille de route régionale pour une meilleure coordination de l'aide humanitaire et de l'aide au développement afin de soutenir les stratégies de réduction de la faim des gouvernements et d'accroître la résilience des populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Dix-sept pays d'Afrique de l'Ouest œuvrent actuellement à définir des priorités et des actions nationales en matière de résilience, qui devraient bénéficier d'une aide internationale dans les années à venir. Ils présenteront ces stratégies dans le courant de l'année 2014.



## Exemples de projets humanitaires contribuant à la résilience

### En Afrique de l'Ouest



Pour venir en aide aux populations les plus vulnérables touchées par la crise alimentaire et nutritionnelle au **Mali**, la Commission européenne a financé un projet Oxfam destiné à aider 3 500 familles de la région de Kayes à reconstituer leurs moyens de subsistance. Entre août 2012 et février 2013, ces familles ont bénéficié d'aides en espèces par le biais de banques et d'une organisation de microfinancement locales. La plupart des bénéficiaires d'aides en espèces étaient des femmes et toutes les personnes ayant bénéficié d'une assistance ont également reçu une formation en gestion du budget familial, en nutrition et en hygiène. La plupart d'entre elles ont ainsi pu nourrir leurs familles pendant les mois les plus difficiles, mais aussi investir dans la reconstitution de leurs moyens de subsistance, renforçant ainsi leur résilience face aux chocs futurs. © Oxfam

Au **Tchad**, la Commission européenne soutient un partenariat innovant entre les ONG internationales ACTED et Alima et l'ONG locale Alerte Santé. Ce projet bénéficie à 56 000 personnes, dont plusieurs milliers d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë. L'objectif est de combattre la malnutrition en prodiguant des soins appropriés aux enfants souffrant de malnutrition sévère qui n'avaient accès à aucun traitement. Non seulement ce projet permet de sauver de nombreuses vies, mais il contribue au renforcement des capacités des ONG locales afin de garantir des résultats durables. © EU/ECHO



Au **Burkina Faso**, dans la région reculée de Tapoa, la Commission européenne finance des programmes de transferts en espèces et des programmes de type «argent contre travail» menés par Action Contre la Faim (ACF). En échange d'argent destiné à l'achat de nourriture, 900 familles ont participé à la construction de digues autour de futures rizières afin d'améliorer la rétention des eaux de pluie et les futures récoltes. Au total, chaque travailleur a reçu 90 euros pour deux mois de travail, l'équivalent d'environ trois sacs de 100 kg de sorgho. Dans l'ensemble, l'UE a permis à ACF d'aider 40 000 personnes dans cette région. © Raphael de Bengy

### Dans la Corne de l'Afrique

En **Somalie**, la Commission européenne a financé, par l'intermédiaire de SHARE, un projet de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) visant à améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence de plus de 100 000 personnes touchées par la sécheresse de 2011. Ce projet prévoyait notamment la distribution de semences et d'engrais, l'amélioration de la production de légumes et le développement des sources de revenus. En ce qui concerne le bétail, le bien le plus précieux de la population locale, les actions ont essentiellement porté sur l'amélioration de la santé animale et la production de fourrages, la prévention de la disette et la vente de bétail. Ces mesures ont permis de préserver les moyens d'existence des éleveurs, mais aussi de leur procurer une source de revenus supplémentaire. Depuis 2013, un consortium composé de trois agences de l'ONU (FAO, PAM et UNICEF) a également inscrit la résilience au cœur de son action afin de renforcer les capacités de réaction des communautés dans un pays qui a été touché par la famine en 2011. © UE/ECHO





En 2013, la Commission européenne a expérimenté avec succès l'octroi d'espèces en lieu et place d'une aide alimentaire en nature à quelque 16 000 personnes dans le nord-ouest du **Kenya**. Dans le cadre de ce projet, mis en œuvre par le Programme alimentaire mondial (PAM), la fourniture de maïs, de sorgho, de légumes à cosse et d'huile de cuisson est remplacée par l'octroi d'aides en espèces via des services bancaires mobiles. Les familles ayant bénéficié de ce projet jusqu'à présent affirment que l'octroi d'espèces leur permet de conserver leur dignité et leur estime de soi, contrairement à la plupart des personnes recevant une aide en nature. Les espèces sont une forme d'aide plus rentable que la distribution de nourriture, elles stimulent le commerce local et profitent à l'agriculture locale et aux systèmes d'approvisionnement alimentaire. La prochaine étape consistera à transférer les bénéficiaires du PAM vers les systèmes de protection sociale, comme le Hunger Safety Net Programme. © EU/ECHO

**En Éthiopie**, la Commission européenne finance depuis 2012 des programmes innovants de renforcement de la résilience rassemblant différentes organisations, qui travaillent en étroite collaboration en vue de la mise en œuvre de projets multisectoriels visant à combattre la dénutrition récurrente et les autres catastrophes. Concern Worldwide, People In Need et International Medical Corps constituent l'exemple d'une approche collaborative. Elle a reçu 4,6 millions d'euros de la part de la Commission entre 2012 et 2014. Ces organismes travaillent main dans la main avec les autorités et les communautés locales dans la région du Wolaita, dans le sud-est de l'Éthiopie, afin d'améliorer la résilience des familles vulnérables.



L'aide octroyée à ces communautés prend la forme de dons de chèvres, de moutons, de bœufs et de semences, ainsi que de cours de cuisine, de séances de formation à l'allaitement et de séances d'information sur les causes de la malnutrition. En outre, les mères dont les enfants souffrent de malnutrition ont reçu des bons pour acheter des aliments frais afin de renforcer leur système immunitaire. Les puits ont également été remis en état pour garantir un accès à l'eau potable pour la population et le bétail. Au total, 130 000 personnes ont bénéficié de ce projet en 2013, et 255 000 personnes devraient recevoir une aide en 2014. © EU/ECHO

## Exemples de projets de développement contribuant à la résilience

### En Afrique de l'Ouest



Au **Niger**, l'aide européenne allouée à la sécurité alimentaire en 2012 couvrait près d'un tiers de l'ensemble des besoins de la population. Elle est acheminée exclusivement par l'intermédiaire du mécanisme de sécurité alimentaire du gouvernement et permet l'achat de céréales, tout en fournissant aussi des fonds pour les actions entreprises. Grâce à une intervention rapide et décisive, une catastrophe a pu être évitée et pas moins de deux millions de personnes n'ont pas eu à souffrir de la faim.

Au Burkina Faso, 18 557 tonnes de semences améliorées ont été produites par des agriculteurs subventionnés par un programme de l'Union européenne. Ce programme a aussi permis d'équiper 13 communautés de matériel de récolte supplémentaire. Sept magasins et sept aires de séchage ont été construits. Par ailleurs, près de 200 personnes ont été formées aux techniques de production, de récolte et de traitement des semences. Enfin, quatre laboratoires décentralisés ont été mis en place en vue de l'analyse et de la certification des semences.



## Dans la Corne de l'Afrique

En **Éthiopie**, l'Union européenne soutient depuis 2005 le programme établissant un «filet de sécurité pour un niveau de production minimale» (PSNP) à hauteur de 240 millions d'euros. Ce programme assure un revenu prévisible à 7 à 11 millions de personnes menacées par la faim en contrepartie de leur travail au sein d'infrastructures rurales (p. ex.: entretien du réseau routier, travaux de lutte contre l'érosion). Cette initiative, extensible en cas de choc ou de crise, a permis de réduire l'impact de la sécheresse en Éthiopie en 2011.



En Somalie, l'UE contribue à la remise en état de canaux dans les zones agricoles: en 2010, quelque 50 000 exploitations agricoles et foyers ont directement bénéficié d'une aide pour des infrastructures de contrôle de l'irrigation et des inondations, ainsi que d'une aide au développement des cultures. Un autre projet financé par l'UE a permis d'améliorer la santé du bétail en Somalie. Selon les estimations, 6,7 millions d'ovins et de caprins ont été traités et vaccinés afin de les protéger contre certaines maladies entravant la productivité et le commerce.

